

Mobilités étudiantes et lien social

Les étudiantes non boursières camerounaises dans le Nord-Pas-de-Calais

Brice Arsène Mankou



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2880>

DOI : [10.4000/hommesmigrations.2880](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2880)

ISSN : 2262-3353

Éditeur

Musée national de l'histoire de l'immigration

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2014

Pagination : 67-74

ISBN : 978-2-919040-28-5

ISSN : 1142-852X

Référence électronique

Brice Arsène Mankou, « Mobilités étudiantes et lien social », *Hommes & migrations* [En ligne], 1307 | 2014, mis en ligne le 01 juillet 2017, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/2880> ; DOI : [10.4000/hommesmigrations.2880](https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.2880)

MOBILITÉS ÉTUDIANTES ET LIEN SOCIAL

LES ÉTUDIANTES NON BOURSIÈRES CAMEROUNAISES DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

par BRICE ARSÈNE MANKOU, *docteur en sociologie, chercheur associé au Clersé (CNRS) et enseignant à l'université du Littoral-Côte d'Opale.*

Difficile pour les étudiantes étrangères qui ne bénéficient ni de bourses ni du soutien de leur famille de mener à bien leurs études. Dans la région Nord-Pas-de-Calais, les étudiantes camerounaises non boursières sont solidaires et luttent ensemble contre le découragement en développant de nombreuses formes d'entraide. Organisation d'événements culturels, participation à des associations étudiantes, mise en place de tontines, autant d'initiatives visant à pallier le manque de moyens financiers et la détresse sociale.



Dans un contexte de migration où le coût des études est de plus en plus élevé, les étudiantes camerounaises non boursières ont recours au système D. Notre recherche s'appuie sur des entretiens libres menés courant 2012 avec des étudiantes camerounaises inscrites dans les universités du Nord-Pas-de-Calais. Elles ont en commun la nationalité camerounaise et le fait d'être non boursières. Pour analyser les formes de solidarité qu'elles développent, nous avons eu recours à la théorie du lien social et des réseaux. Le choix de la théorie du lien social s'explique par le fait que ces étudiantes sont solidaires à travers les activités sociales, culturelles et intellectuelles qui leur permettent de se sentir appartenir à un groupe social uni et soudé. Les étudiantes camerounaises non boursières du Nord-Pas-de-Calais mènent plusieurs activités qui

recréent du lien social grâce aux solidarités organiques. Le lien social dont il est question s'inscrit dans la perspective d'Émile Durkheim qui, dans sa thèse sur la division du travail social¹, distingue deux types de solidarité : la solidarité mécanique présente dans les sociétés dites "traditionnelles", où les individus sont semblables les uns aux autres, partagent les mêmes croyances, les mêmes valeurs, bref une forte conscience collective ; et la solidarité organique présente dans les sociétés modernes, où la conscience collective est réduite et où les individus sont liés non par leur ressemblance, mais plutôt par des fonctions complémentaires à l'intérieur de la société. Il faut dire que ces activités qui permettent de créer ou recréer du lien social ne constituent pas un fait nouveau à en croire l'étude de Gérard Tchouassi intitulée *Entreprendre au féminin*

1. Émile Durkheim, *De la division du travail social*, Paris, PUF, 2007 [1893].

au Cameroun. *Possibilités et limites*². Selon Tchouassi, "au Cameroun, la dynamique entrepreneuriale des femmes reste très remarquée". Les femmes camerounaises en général développent des activités sociales qui favorisent l'entraide et la solidarité. En tant qu'étudiantes non boursières, c'est bien cette tendance qui se développe à travers la vie associative ou des formes de mutuelles d'entraide fondées sur le principe de la tontine comme le *djangui*³. La deuxième théorie dont s'inspire notre étude est celle des réseaux migratoires, qui montre comment les anciennes étudiantes non boursières aident les primo-migrantes. Celles qui sont déjà bien intégrées guident les

De 1990 à nos jours, ces mobilités étudiantes camerounaises se sont intensifiées, à la faveur de l'octroi de bourses du gouvernement français à certains étudiants brillants des universités camerounaises.

nouvelles migrantes dans leurs démarches et dans leur processus d'intégration sociale. Nous avons privilégié dans cette étude une méthode essentiellement qualitative en donnant la priorité à l'observation de ces étudiantes au cours de leurs pratiques associatives et en recueillant leurs propos. Notre étude a concerné 80 étudiantes non boursières fréquentant les établissements de l'enseignement supérieur du Nord-Pas-de-Calais. On distingue parmi nos enquêtées celles qui sont déjà inscrites depuis plusieurs années et celles qui sont considérées comme des primo-arrivantes dans la région.



Contexte et chronologie

La poursuite d'études en France et dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) n'est pas un phénomène nouveau chez les étudiants camerounais.

Cela entre dans le cadre des mobilités classiques des étudiants africains. Selon Ruth Mireille Manga, les trajets des migrants camerounais suivraient d'abord les routes de l'éducation, puis celles de la prospérité économique et de la sécurité politique⁴. Ces routes de l'éducation font des mobilités étudiantes camerounaises l'une des premières formes de mobilité du Sud vers le Nord. Parmi les facteurs explicatifs de ce phénomène, Sophie Bouly de Lesdain souligne "la dégradation des conditions économiques du pays et ses répercussions sur l'enseignement comme cause principale de l'accélération des flux humains camerounais vers les pays du Nord"⁵.

Ces migrations étudiantes remontent à la décennie 1950-1960, durant laquelle les premiers étudiants camerounais boursiers étaient envoyés en France pour se former à l'administration publique étant donné le besoin de cadres compétents adaptés aux réalités camerounaises pour préparer la décolonisation. Selon Ruth Mireille Manga, "ce furent généralement des étudiants, parmi lesquels on compte l'un des tout premiers professeurs agrégés camerounais, Jean Félix Loung, le premier centralien, Marcel Théodore Loung, et l'un des premiers experts-comptables de notre pays, Simon Ernest Nguimba"⁶.

D'une manière générale, les mobilités étudiantes ont commencé après l'indépendance en 1960. Trois périodes peuvent caractériser ces vagues migratoires d'étudiants camerounais en France. La première, de 1971 à 1984, est marquée par l'accueil d'étudiants camerounais dans les universités françaises, allemandes et britanniques. Le choix de la France comme première destination s'explique par le fait que le Cameroun est une ex-colonie française. Mais le pays a aussi connu la présence des Allemands à l'instar du Togo. Quant au Royaume-Uni, ce pays attire davantage les étudiants anglo-

2. Gérard Tchouassi, "Entreprendre au féminin au Cameroun : possibilités et limites", extrait de son mémoire sur <http://www.entrepreneuriat.com/fileadmin/ressources/actes02/TCHOUASSI.PDF> 3. Le *djangui* est une pratique tontinière solidaire qui permet d'aider les acteurs sociaux. Cette pratique est répandue au Cameroun et dans d'autres pays. Si au Cameroun on l'appelle "djangui", au Congo-Brazzaville, on l'appelle "likelemba" en langue lingala. C'est aussi une réponse aux étudiants qui vivent dans la précarité et sont souvent exclus du système bancaire classique. 4. Ruth Mireille Manga, "La participation des diasporas camerounaises de France et de Grande-Bretagne à la vie politique nationale : émergence et consolidation de la citoyenneté à distance", mémoires de DEA en sciences politiques, université de Yaoundé, 2008. 5. Sophie Bouly de Lesdain, *Femmes camerounaises en région parisienne, trajectoires migratoires et réseaux d'approvisionnement*, Paris, L'Harmattan, 1999. 6. Ruth Mireille Manga, *op. cit.*

phones originaires du Sud-Ouest, le Cameroun étant un pays bilingue. Dans la deuxième période, entre 1985 et 1990, certaines universités françaises s'ouvrent aux universités africaines. Des conventions de partenariat vont favoriser la mobilité des enseignants-chercheurs mais aussi celle des étudiants préparant une thèse de doctorat. Durant cette période, la plupart des universités camerounaises ne proposent pas encore de 3^e cycle. De 1990 à nos jours, ces mobilités étudiantes camerounaises se sont intensifiées, à la faveur de l'octroi de bourses du gouvernement français à certains étudiants brillants des universités camerounaises. Des bourses de mobilité sont octroyées aux enseignants, aux chercheurs et aux étudiants pour qu'ils viennent poursuivre leurs études dans les universités de l'OCDE. Aujourd'hui, avec l'adoption du système licence-master-doctorat (LMD) au Cameroun, très peu d'étudiants camerounais émigrent dans le cadre de leur master ou de leur doctorat, la plupart des universités camerounaises offrant la possibilité de préparer un doctorat sur place avec cotutelle, grâce aux partenariats avec différentes universités françaises.

Les étudiants camerounais en France et l'attrait du Nord-Pas-de-Calais

Selon l'Unesco, la France est en tête des pays d'accueil des étudiants camerounais. En 2010, elle en accueillait plus que les autres pays de l'OCDE, 6 264 contre 1 864 pour les USA et 671 étudiants pour la Belgique. En 2011-2012, la France comptait 7 483 étudiants camerounais répartis dans la quasi-totalité des universités françaises en métropole. Selon *Les Notes de Campus France, "l'enseignement supérieur et le niveau d'éducation au Cameroun, en général, sont de très bonne qualité (taux d'alphabétisation de 80 % environ, selon l'Onu, l'un des plus élevés du continent africain)"*⁷. En dépit de cette reconnaissance de

l'enseignement au Cameroun, les étudiants camerounais choisissent la France comme première destination dans leur mobilité.

Pays	Nombre d'étudiants accueillis
France	6 264
Allemagne	5 121
Italie	2 292
USA	1 864
Belgique	671

Source : Unesco, 2010, in *Les Notes de Campus France, "la mobilité des étudiants d'Afrique Subsaharienne"*, n° 7, 2013.

Cette mobilité qui, en 2007, était de plus de 6,9 %, va évoluer dans les années à venir. Plusieurs facteurs témoignent de l'attractivité des universités du Nord-Pas-de-Calais pour les étudiantes camerounaises. 50 % expliquent leur choix par l'offre diversifiée de formation, contre 5 % pour la proximité avec les autres pays d'Europe. Après les Sénégalais et les Maliens, les Camerounais constituent le deuxième contingent étudiant le plus important du Nord-Pas-de-Calais.

En outre, le coût peu élevé des inscriptions permet à certaines familles d'assurer les frais de scolarité de leurs enfants. Il faut également souligner l'importance des conventions de partenariat signées entre certaines universités du Nord-Pas-de-Calais et les universités camerounaises, à l'initiative d'enseignants-chercheurs franco-camerounais.

Enfin, le Nord-Pas-de-Calais se distingue par sa proximité avec les pays européens comme la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Luxembourg. Située au cœur de l'Europe, cette région attire les Camerounaises qui ont au moins un des membres de leur famille dans ces pays voisins de la France.

[Le Nord-Pas-de-Calais se distingue par sa proximité avec les pays européens comme la Belgique, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Royaume-Uni et le Luxembourg.](#)

⁷ *Les Notes de Campus France*, hors-série n° 7, juin 2013, p. 10.



Étudiantes camerounaises : profil, âge, niveau d'études et université de rattachement

Selon l'Observatoire des formations de l'insertion et de la vie étudiante, 1 étudiant sur 3 des universités du Nord-Pas-de-Calais est originaire d'un pays étranger. Plus de 1 000 viennent d'Afrique, dont environ 200 étudiants camerounais. Très peu d'entre eux sont boursiers. Parmi eux, de nombreuses jeunes filles originaires des principales villes camerounaises comme Yaoundé, Douala, Bafoussam, Dschang, Maroua, Garoua et N'Gaoundéré. Ces étudiantes sont arrivées en France par leurs propres moyens en utilisant leurs réseaux familiaux et ceux des anciens étudiants de ces universités.

Plusieurs variables nous ont permis de catégoriser ces étudiantes dans les universités du Nord-Pas-de-Calais : leur âge, leur université et leur niveau d'études.

/// Tableau 1 : L'âge des étudiantes camerounaises dans les universités du Nord-Pas-de-Calais

Âges	Nombre d'enquêtées	Pourcentage
20 – 25 ans	10	12,5 %
25 – 30 ans	60	75 %
30 – 35 ans	10	12,5 %
+ de 40 ans	0	0 %
Total	80	100 %

Source : Données personnelles, 2012.

Les étudiantes migrantes camerounaises, pour la plupart d'entre elles, sont âgées de 25 à 30 ans, et elles sont souvent boursières de la coopération française.

/// Tableau 2 : Niveau d'études des étudiantes camerounaises dans les universités du Nord-Pas-de-Calais

Niveau d'études	Nombre d'enquêtées	Pourcentage
BAC + 1	0	0 %
BAC + 2	0	0 %
BAC + 3	40	50 %
Master	30	37,5 %
Doctorat	10	12,5 %
Total	80	100 %

Source : Données personnelles, 2012

Ce tableau montre que ces étudiantes viennent en France à bac + 3 pour des études de master. Très peu viennent dans le cadre de leur thèse, car elles n'ont pas de financement. Les étudiantes aux revenus modestes font leur thèse de doctorat au Cameroun.

/// Tableau 3 : Université de rattachement des étudiantes camerounaises dans le Nord-Pas-de-Calais

Universités	Nombre d'enquêtées	Pourcentage
Université de Lille-I	30	37,5 %
Université de Lille-II	18	22,5 %
Université de Lille-III	5	6,25 %
Université d'Artois	1	1,25 %
Université catholique de Lille	15	18,75 %
Sciences Po Lille	1	1,25 %
Université de Valenciennes	5	6,25 %
Université du Littoral-Côte d'Opale	5	6,25 %
Total	80	100 %

Source : Données personnelles, 2012

Les migrantes étudiantes de la région Nord-Pas-de-Calais sont originaires des grandes villes camerounaises. Elles dépassent les “ethno-espaces⁸” et les cadres natifs (villages, région, ethnies, etc.). La plupart d’entre elles vivent en famille plutôt que sur les campus universitaires et travaillent tout en suivant leur cursus universitaire. À quelques rares exceptions près, elles s’en sortent bien. Cependant, beaucoup n’ont pas de mutuelle et sont exclues de certains soins (dentiste, ophtalmologiste, ou autres).

Témoignages des étudiantes camerounaises non boursières

Ces quelques récits permettent de découvrir le mode de vie des étudiantes camerounaises dans le Nord-Pas-de-Calais.

“Je suis arrivée à Lille en 2005, inscrite à la faculté des sciences économiques et sociales en master à l’université de Lille-I. Confrontée à d’énormes difficultés, car n’étant pas boursière, j’ai enchaîné les petits boulots, baby-sitter par-ci, télé conseillère par-là. C’était très difficile. L’université de Yaoundé où j’étais inscrite auparavant a un partenariat avec certains enseignants de l’université de Lille-I. Comme toutes les autres étudiantes, je me débrouille. Heureusement que j’ai mes cousines ici qui me guident et m’aident. Grâce à la solidarité légendaire des Camerounais, j’essaie de survivre...” (Solange D., étudiante en master d’économie à Lille-I). La débrouille, selon Solange, est une lutte permanente pour vivre décemment.

Voulant reprendre des études après un divorce, Carine se voit contrainte à un exercice difficile : mener à bien ses études tout en assurant sa vie de famille. Devant tout assumer toute seule, elle fait part de son découragement : *“Moi, je suis arrivée à Arras grâce à un mariage. J’ai divorcé l’année dernière, et comme j’étais institutrice à Sangmélina au Cameroun, je souhaite reprendre mes études en sciences de l’éducation pour passer des concours en France et deve-*

nir professeur des écoles. Je prépare actuellement ma licence, mais avec deux enfants à charge, seule, c’est dur” (Carine, étudiante en sciences de l’éducation à l’université d’Artois).

Une autre étudiante qui bénéficie du soutien financier parental reconnaît avoir plus de chance : *“Je suis arrivée à la Catho de Lille après mes études à l’université catholique de Yaoundé, j’ai obtenu une inscription en première année de master en droit. Je suis prise en charge par mes parents”* (Béatrice, étudiante à l’université catholique de Lille).

Ce n’est pas le cas d’Hélène qui se trouve confrontée à un choix douloureux : les études ou la vie de famille. *“Je suis étudiante, je me suis débrouillée toute seule pour m’inscrire en France depuis Douala et, comme je n’ai plus de parents, c’est un oncle qui s’est porté garant pour un prêt bancaire pour mes études. C’est difficile d’être femme, Africaine et étudiante en France. Je pense que je vais tout laisser. J’attends un bébé d’un jeune Fran-*

çais qui est dans l’armée, car c’est trop galère, trop dur pour moi, je préfère me marier et fonder une famille” (Hélène, étudiante à l’université du Littoral-Côte d’Opale de Dunkerque en master de marketing).

Ce témoignage montre la situation difficile des étudiantes non boursières originaires du Cameroun. Certaines, qui échouent dans leurs études, changent leur projet migratoire et finissent parfois par épouser des Français et par s’installer dans la région. Pour ces migrantes, les études constituent l’une des stratégies migratoires féminines, après le mariage ou la maternité.

Comme Hélène, Marie va devoir arrêter ses études. Elle espérait un soutien familial qui n’est pas arrivé, ce qui l’empêche de mener à bien sa formation : *“Je suis étudiante en sciences économiques à l’université de Valenciennes. L’année dernière, je n’ai pas pu valider mon année parce que je n’ai pas de soutien au Cameroun. Mes frères ici m’ont dit d’arrêter, je vais être obligée de le faire...”* (Marie, étudiante à

Pour ces camerounaises, les études constituent l’une des stratégies migratoires féminines, après le mariage ou la maternité.

8. Babacar Sall, *Formation des diasporas en Europe et relations problématiques avec les pays d’origine*, Paris, éd. de l’IRD, 2003.

l'université de Valenciennes). À l'absence de soutien financier s'ajoute le manque de perspectives de carrière, comme le souligne Annie : *"Après mon master 1, j'ai étudié sans bourse. Je voudrais arrêter mes études et je cherche du travail, même saisonnier, car la philosophie, en dehors de l'enseignement, je ne sais pas où cela peut me mener. Je ne peux pas rentrer. N'étant pas de nationalité française, je ne peux pas non plus espérer trouver un poste d'enseignant en France. Je n'ai donc pas d'avenir, c'est l'impasse"* (Annie, étudiante en philosophie à Lille-III).

Toutes ces étudiantes camerounaises ont des parcours différents. Leurs mobilités ne sont pas linéaires, certaines sont soutenues par leurs parents, tandis que d'autres s'assument seules. Toutes ces étudiantes ont un dénominateur commun : la "galère", la "souffrance", les "difficultés". Ces étudiantes, comme les autres migrantes, ne renoncent pas pour autant. Leur situation semble illustrer le mémoire d'Aline Mandrilly intitulé : *"Un cerveau pour les études, deux bras pour le boulot et des jambes pour courir"*⁹.

Les étudiantes camerounaises sont pour la plupart membres d'associations de solidarité. La plus dynamique est l'Association des étudiants camerounais de Lille (AECL).

Elles concilient tant bien que mal vie étudiante et petits boulots, et ont développé une série d'activités susceptibles de renforcer leurs liens sociaux.

À travers ces témoignages, nous pouvons dégager trois profils. Premièrement, les étudiantes soutenues par leurs parents restés au Cameroun (elles sont minoritaires, 5 % sur les 80 étudiantes rencontrées). Deuxièmement, les étudiantes contraintes d'abandonner leurs études pour une vie de famille (75 % de nos enquêtées). Parmi elles, figurent en bonne place celles dont les familles se sont désengagées au cours de leurs études. Ces difficultés financières interviennent très tôt, dès leur arrivée en France. Troisièmement, celles qui, après un échec de vie familiale, souhaitent reprendre leurs études (20 %).

Les formes de solidarité des étudiantes camerounaises

Voyons comment vivent ces étudiantes dans le Nord-Pas-de-Calais et l'influence des familles et des associations d'entraide étudiantes sur le déroulement de leur processus migratoire. Rappelons que la théorie du lien social, telle que la définit Durkheim, est avant tout *"un lien moral"*, un ensemble *"de règles qui président aux relations des hommes formant une société"*¹⁰.

Serge Paugam distingue quatre types de liens sociaux : le lien de filiation, le lien de participation élective, le lien de participation organique et le lien de citoyenneté. Selon lui, *"le lien de filiation est celui qui reconnaît que chaque individu naît dans une famille et rencontre en principe, à sa naissance, à la fois son père et sa mère ainsi qu'une famille élargie à laquelle il appartient sans qu'il l'ait choisie, mais c'est aussi insister sur la fonction socialisatrice de la famille"*¹¹.

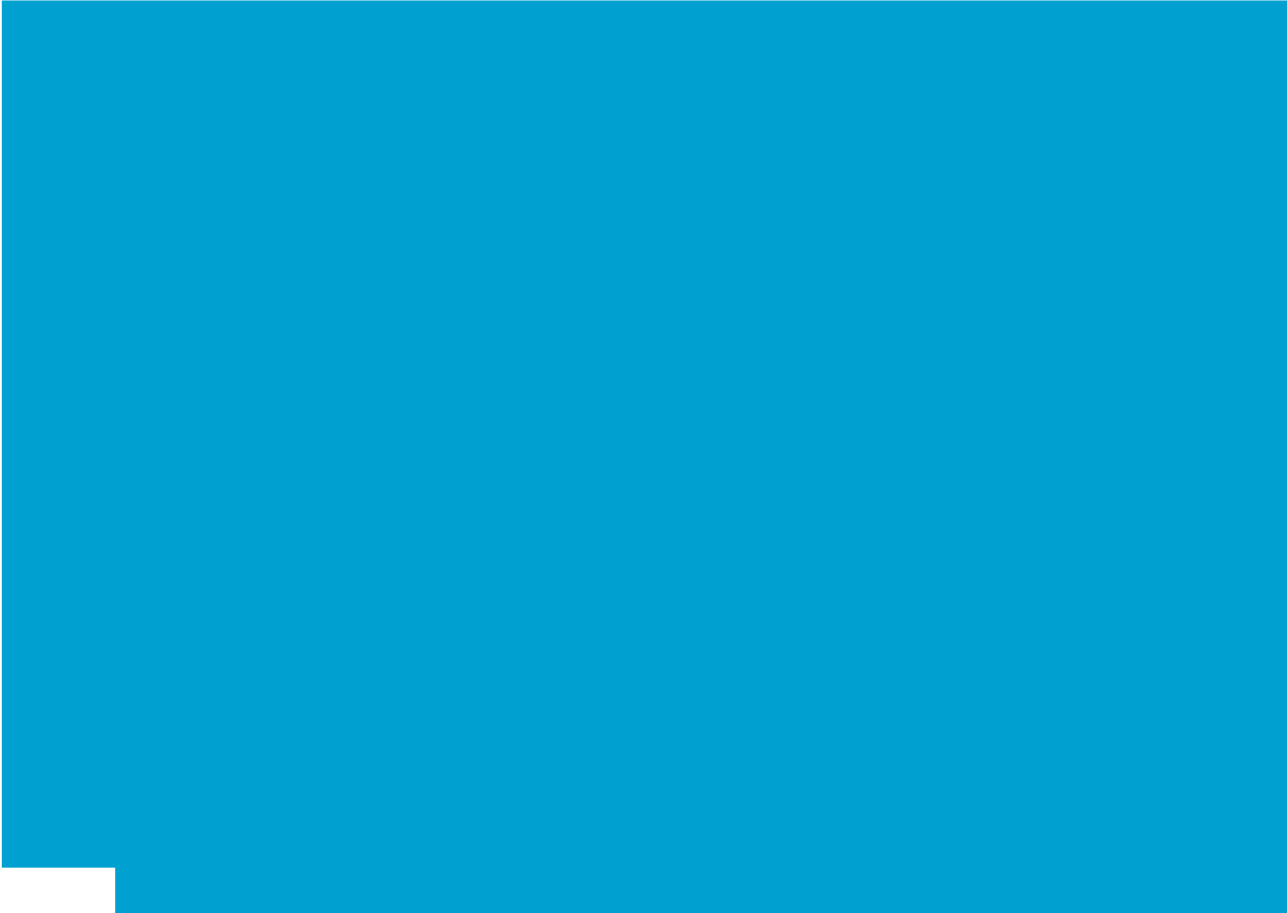
Le lien de participation organique relève de la socialisation extra-familiale, mais se distingue du précédent dans la mesure où il est caractérisé par l'apprentissage et l'exercice d'une fonction déterminée dans l'organisation du travail. Selon Durkheim, *"ce qui fait le lien social dans les sociétés modernes, c'est ce qu'il appelle la solidarité organique"*¹². Le lien de la citoyenneté *"repose sur le principe de l'appartenance à une nation. En théorie, la nation reconnaît à ses membres des droits et devoirs et en fait des citoyens à part entière"*¹³.

Dans le cas des étudiantes camerounaises, le lien de citoyenneté fait apparaître un sentiment d'appartenance à un même pays, le Cameroun. Le lien social se manifeste à travers le lien de participation organique qui fait que toutes ces étudiantes non boursières développent la solidarité organique et s'y reconnaissent.

9. Aline Mandrilly, "Les étudiants africains en France. Un cerveau pour les études, deux bras pour le boulot", mémoire de DUT gestion du développement et action humanitaire sous la direction de Laurence Kotobi, septembre 2007. 10. Émile Durkheim, *op. cit.*

11. Serge Paugam, "Les différents liens sociaux et leurs ruptures" [En ligne]. Url : www.cmh.ens.fr/eris/pdf 12. Émile Durkheim, *op. cit.*

13. Serge Paugam, *art. cit.*



Safiatou (centre) patiente devant l'amphithéâtre de sciences économiques. Plus tard, elle aimerait devenir professeur de sport. Université Félix-Houphouët-Boigny (Abidjan), mai 2014.

© CAMILLE MILLERAND

Les associations d'étudiants

La solidarité constitue une des valeurs affichées par le tissu associatif camerounais dans le Nord-Pas-de-Calais. Les étudiantes camerounaises sont pour la plupart membres d'associations de solidarité. La plus dynamique est l'Association des étudiants camerounais de Lille (AECL), dont le but est d'entretenir entre ses membres une étroite solidarité et des rapports amicaux grâce à des mesures susceptibles de favoriser la vie estudiantine. Créée

en 2006, cette association facilite l'accueil, l'installation et l'intégration des étudiants de Lille dans les sphères socioculturelles de la métropole lilloise. L'accueil des primo-arrivants par l'AECL se fait à travers une journée d'intégration, des repas qui permettent aux anciens étudiants de rencontrer les nouveaux. À côté de cette importante association, il en existe d'autres qui regroupent les étudiants camerounais en fonction de solidarités villageoises comme l'Amicale des ressortissants Bana de la région Nord-Pas-de-Calais. L'intégration des primo-arrivants dans les universités du Nord-Pas-de-Calais se fait par l'accompagnement en préfecture, à la Caisse primaire d'as-

surance maladie (CPAM), à la Caisse d'allocations familiales (Caf). Les étudiantes sont souvent tutorées par les plus anciennes. Cette solidarité entre étudiantes non boursières se fait aussi à travers des activités informelles génératrices de revenus comme le *djangui*, une pratique tontinière qui permet à ces étudiantes de faire face aux nombreuses difficultés sociales, et notamment financières.

Les étudiantes migrantes camerounaises vivent souvent en groupe, tout en s'ouvrant aux autres étudiantes. Dans le Nord-Pas-de-Calais, par exemple, elles organisent des fêtes, des soirées et se fréquentent souvent à l'occasion d'anniversaires. Des soirées festives leur permettent de faire connaître l'art culinaire de leur pays. L'entrée de ces soirées est payante, des objets d'artisanat sont vendus, et les recettes permettent de venir en aide aux étudiantes en difficulté.

Les associations étudiantes, l'université, les associations d'entraide sont les lieux de production de ces liens sociaux qui se renforcent par des échanges téléphoniques, les réseaux sociaux, etc.

Au cours de ces soirées, des donateurs et autres bienfaiteurs parrainent celles qui se trouvent en difficulté.

À l'occasion des anniversaires, des décès et d'autres moments de retrouvailles, les étudiantes camerounaises du Nord-Pas-de-Calais se

cotisent. Il y a deux ans, le décès d'une étudiante camerounaise dans la région a suscité une forte mobilisation de Camerounais pour prendre en charge le rapatriement du corps au Cameroun. Ce sont là autant d'occasions d'entretenir les liens. Ainsi, chaque membre offre à l'occasion de son anniversaire un repas aux autres étudiantes. Ce sont là des formes de solidarité qui règnent dans la plupart des pays d'Afrique noire. Les associations étudiantes, l'université, les associations d'entraide sont les lieux de production de ces liens sociaux qui se renforcent par des échanges téléphoniques, les réseaux sociaux, etc.

Les étudiantes camerounaises forment une communauté transnationale qui fait d'elles des actrices d'ici et de là-bas. Elles sont très connectées à Inter-

net et aux réseaux sociaux. Sur leurs blogs et sites Internet, ces femmes se préoccupent de ceux qui vivent sur place. Elles sont très engagées, certaines d'entre elles, notamment celles inscrites à l'École supérieure de journalisme de Lille et à l'Institut d'études politiques de Lille, nous ont dit qu'à l'issue de leur formation, elles feraient de la politique, une fois rentrées au Cameroun.



Conclusion

Au terme de cette recherche, nous pouvons affirmer que loin de ne constituer qu'un épiphénomène, les migrations féminines s'inscrivent dans ce qu'on appelle désormais les migrations mondialisées. L'exemple des étudiantes camerounaises du Nord-Pas-de-Calais comporte deux enseignements : premièrement, en Afrique centrale, les femmes accèdent aussi facilement que les hommes aux études supérieures en France. Deuxièmement, les jeunes filles émigrent de plus en plus dans le cadre de la poursuite d'études supérieures et avec des possibilités d'intégration dans les universités camerounaises. Ces mobilités participent à la construction des savoirs et des pratiques éducatives susceptibles de contribuer au développement du continent.

En approfondissant cette étude, nous pouvons dire que les liens sociaux que développent les étudiantes camerounaises en contexte de mobilité obéissent à deux logiques. D'une part, une logique de survie qui leur permet, en plus de petits boulots, d'avoir une aide sociale à travers le *djangui* et l'argent récolté grâce aux soirées festives. D'autre part, une logique de solidarité qui règne dans les associations camerounaises du Nord-Pas-de-Calais. Comme dans les sociétés africaines, cette solidarité permet d'aider certaines étudiantes à travers de petits prêts informels. Face à la défaillance de l'État camerounais ou aux difficultés des familles – souvent endettées – pour assurer la survie de ces étudiantes, c'est le système D qui prévaut. ■